



**PRÉFET  
DE L'ALLIER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 878 / 2026**

**mettant en demeure la société COOPACA  
dont le siège social est situé 7 rue du commerce 03 220 TRÉTEAU**

**de respecter les dispositions relatives au plan d'opération interne  
pour son site COOPACA de Tréteau**

Le Préfet de l'Allier  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L. 515-32 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 09 janvier 2007 autorisant la société COOPACA à exploiter une installation de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Tréteau ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 avril 2014 autorisant la société COOPACA à modifier les installations de son site de Tréteau ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou mélanges dangereux présents dans les installations classées mentionnées à l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé qui dispose :

*« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :*

*- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :*

*- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;*

*- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;*

*- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.*

*L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;*

*- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. »*

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 13/03/2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que le site COOPACA de Tréteau relève des établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement et dispose du statut SEVESO Seuil bas ;

**Considérant** que la visite d'inspection de l'établissement COOPACA, effectuée en date du 24 février 2026, a permis de confirmer l'absence de contrats permettant de justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats ;

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

**Considérant** que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés, dans la mesure où l'absence de contrat relatif aux premiers prélèvements environnementaux pourrait engendrer, en situation accidentelle, une surveillance environnementale incomplète ou tardive ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société COOPACA de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Allier :

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société COOPACA, dont le siège social est situé 7 rue du commerce 03 220 TRÉTEAU, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sur la commune de Tréteau, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 :

- en justifiant la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements pour mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dans des délais adéquats.;
- en fournissant les contrats précisant les modalités pratiques et les délais associés à la mise en œuvre des équipements et l'analyse des prélèvements.

**Article 2** – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative

compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Allier pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Allier
- Monsieur le Maire de la commune de Tréteau
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Moulins, le 20 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Olivier MAUREL

